

PARTIE I

Chapitre 3

Comment mesurer les multiples dimensions de la pauvreté ?

par

Sabina Alkire, Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), Royaume-Uni¹

Mettre fin à la pauvreté telle que mesurée par le seuil de 1.25 USD par jour n'entraînera probablement pas la fin des nombreux écueils qui y sont associés pour les personnes pauvres, notamment la malnutrition, les problèmes d'assainissement, l'absence d'électricité ou le délabrement des écoles. En finir avec la pauvreté nécessite de traiter ses multiples dimensions. Le présent chapitre plaide en faveur de l'adoption d'un nouvel indicateur phare visant à mesurer les progrès réalisés en direction de l'éradication de la pauvreté appréhendée dans ses nombreuses dimensions. Cet indicateur pourrait être une adaptation de l'indice de pauvreté multidimensionnelle, ou IPM, qui est déjà utilisé au niveau international dans le Rapport sur le développement humain (RDH) et repris par de nombreux pays du monde. Cet indice est fondé sur dix indicateurs concernant l'éducation, la santé et le niveau de vie, et ce qu'a révélé son utilisation donne à penser qu'il constituerait un indicateur complémentaire d'une mesure de la pauvreté monétaire tout à fait valable. Il serait un moyen d'attirer l'attention sur les pauvres qui sont oubliés et de mobiliser des forces pour venir également à bout d'autres dimensions de la pauvreté. Une telle mesure servirait à éclairer et orienter la conception des politiques de réduction de la pauvreté multidimensionnelle, et à en suivre la mise en œuvre, et présenterait à ce titre un intérêt réel pour les responsables de l'action publique. Elle permettrait de surveiller dans quelle mesure la croissance économique est équitable, et de mettre en lumière les liens importants existant entre pauvreté et durabilité. Éradiquer la pauvreté mesurée par ce nouvel indice multidimensionnel reviendrait à mettre fin à une masse critique de privations et à obtenir bien davantage qu'une simple élimination de la pauvreté monétaire mesurée par le seuil unique de 1.25 USD par jour.

La croissance économique ne suffit pas pour faire échec à la pauvreté

La pauvreté revêt de multiples dimensions. Il ne s'agit pas que d'une question d'argent, elle englobe un ensemble complexe de privations dans des domaines tels que le travail, la santé, la nutrition, l'éducation, les services, le logement et les biens. Envisager la pauvreté comme une réalité « multidimensionnelle » est une conception aujourd'hui largement partagée par les pauvres eux-mêmes, de même que par les pouvoirs publics et les organismes de développement².

Les personnes à faible revenu peuvent ne pas être pauvres à d'autres égards et inversement : on observe fréquemment des décalages de l'ordre de 40 % à 80 %

Comme nous l'avons vu dans les deux premiers chapitres du présent rapport, l'un des objectifs de la communauté internationale est de réduire de moitié la pauvreté mesurée par le seuil de 1.25 USD par jour, le présupposé étant qu'il s'ensuivra automatiquement une réduction concomitante de toutes les autres formes de privation.

Malheureusement, les données recueillies dans de nombreux pays depuis l'adoption des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) montrent que si la croissance peut contribuer à faire reculer la pauvreté, elle ne suffit pas pour venir à bout des autres dimensions de la pauvreté (encadré 3.1).

Encadré 3.1. **Accroître les revenus ne suffit pas pour faire échec à la pauvreté : éléments de réflexion tirés des ouvrages publiés**

Dans leur remarquable analyse des évolutions observées en direction des OMD, Bourguignon et ses collaborateurs ont mis en évidence « peu ou pas de corrélation » entre la croissance et les OMD qui ne sont pas liés aux revenus (Bourguignon et al., 2008 ; 2010).

« La corrélation entre la croissance du PIB par habitant et les progrès effectués dans la réalisation des OMD non liés aux revenus est quasi nulle [...], [ce qui confirme] l'absence de lien entre ces indicateurs et la réduction de la pauvreté [...]. Cette conclusion intéressante tend à montrer que la croissance économique n'est pas un facteur suffisant en soi pour progresser dans la réalisation des OMD non liés aux revenus. Les politiques sectorielles et d'autres facteurs ou circonstances comptent sans doute autant que la croissance. »

Ils ont constaté par ailleurs qu'il n'y avait quasiment pas de corrélation entre la réduction de la pauvreté monétaire et l'évolution de la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans, ni entre la réduction de la pauvreté monétaire et l'évolution des taux d'achèvement des études primaires et de la sous-alimentation (voir aussi OCDE, 2011).

Franco et al. (2002) ont découvert que 53 % et 66 % des enfants pauvres, d'un point de vue monétaire, vivant respectivement en Inde et au Pérou, ne souffraient pas de malnutrition.

Encadré 3.1. Accroître les revenus ne suffit pas pour faire échec à la pauvreté : éléments de réflexion tirés des ouvrages publiés (suite)

En revanche, parmi les enfants qui n'étaient pas pauvres sur le plan monétaire, 53 % des enfants en Inde et 21 % des enfants au Pérou souffraient de malnutrition. En résumé, les personnes pauvres sur le plan monétaire ne souffrent pas forcément de malnutrition, tandis que des personnes qui ne sont pas pauvres sur le plan monétaire souffrent régulièrement de malnutrition. Nolan et Marx (2009) observent une absence de corrélation similaire en exploitant des données relatives aux pays européens : « Il ressort d'études portant sur un ou plusieurs pays qu'un revenu faible n'est pas un facteur suffisant pour prédire qui est confronté à quels types de privation. Les mauvaises conditions de logement, le dénuement du quartier, les problèmes de santé et une difficulté d'accès aux services de santé ainsi qu'un faible niveau d'études sont des facteurs qui sont manifestement liés à un faible revenu, mais constituent des aspects différents de l'exclusion sociale. »

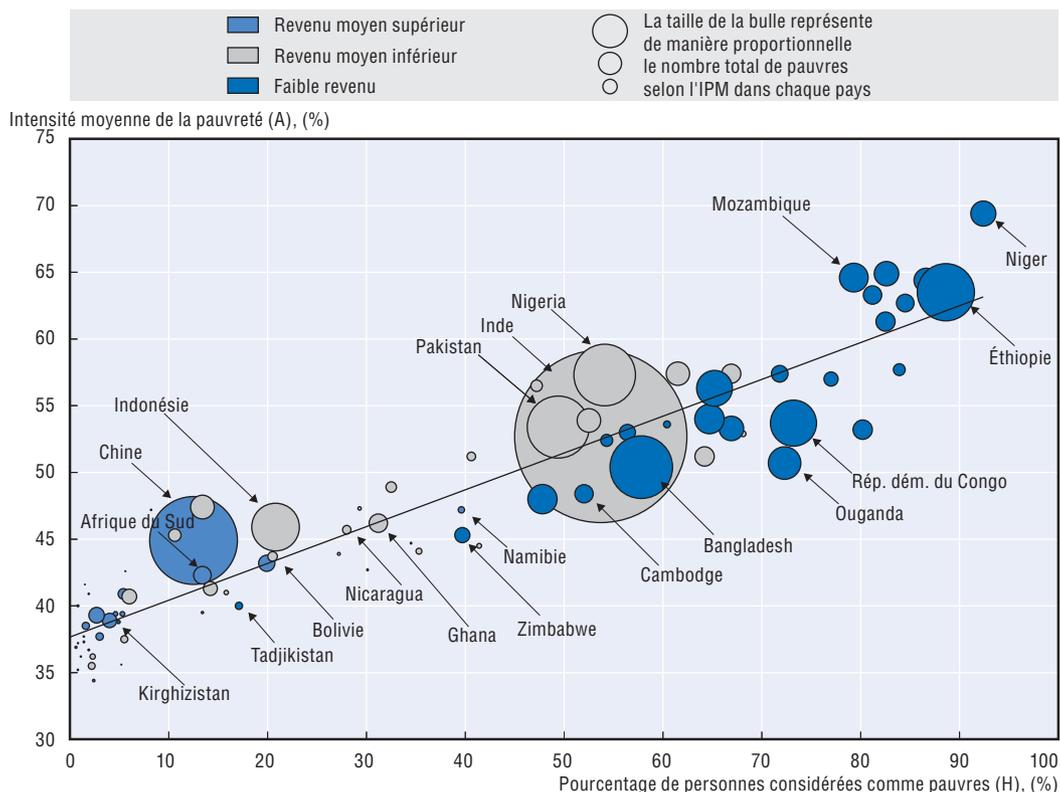
Dans le cadre d'un projet de recherche mené conjointement avec l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain (OPHI), nous avons élaboré une mesure de la pauvreté monétaire et de la pauvreté multidimensionnelle à partir de plusieurs indicateurs de privation (décrits ci-après et dans le graphique 3.1)³. Nous avons ensuite repéré les personnes jugées pauvres en référence à chacune de ces mesures en utilisant plusieurs seuils de pauvreté. Nous avons découvert une divergence frappante entre les pauvres jugés pauvres au regard de la pauvreté monétaire et les pauvres jugés pauvres au regard de la pauvreté multidimensionnelle. Au Viêt Nam par exemple, si l'on regarde, à un moment donné, les 17 % de la population les plus pauvres sur le plan monétaire, et que l'on fait de même pour les plus pauvres au regard de la pauvreté multidimensionnelle, on constate un recoupement équivalant à seulement 6 % entre ces deux groupes. Autrement dit, au même moment, seulement 6 % de la population sont à la fois victimes de pauvreté monétaire et de pauvreté multidimensionnelle. Il est courant d'avoir entre 40 % et 80 % de décalage entre la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle. En outre, l'analyse a montré que des pays relevant de la même catégorie de revenu pouvaient présenter des niveaux de pauvreté multidimensionnelle totalement différents (graphique 3.1).

En finir avec la pauvreté nécessite de traiter ses multiples dimensions

Les données présentées plus haut montrent que l'élimination de la pauvreté mesurée par le seuil de 1.25 USD par jour ne mettra probablement pas fin aux nombreuses difficultés qui y sont associées pour les populations pauvres, notamment la malnutrition, les problèmes d'assainissement, l'absence d'électricité ou le délabrement des écoles (Alkire et Sumner, 2013). Les OMD définis en 2000 étaient multiples parce que chaque indicateur avait une importance éthique. Aujourd'hui, plusieurs années après l'adoption de ces objectifs, il est devenu clair que cette motivation éthique est relayée par une nécessité reposant sur l'observation : les corrélations – tout du moins entre des indicateurs tels que le revenu, la mortalité infantile, la malnutrition et l'éducation – sont étonnamment variables. Partant, aucun indicateur à lui seul ne rend compte avec suffisamment de précision des multiples dimensions de la pauvreté.

C'est pourquoi s'attacher à mettre fin à la pauvreté exige de s'attaquer à ses multiples dimensions. Mais comment s'atteler à une telle entreprise avec efficacité sans être

Graphique 3.1. **Incidence et intensité de la pauvreté multidimensionnelle par catégorie de revenu**



Note : L'IPM est le produit de deux éléments : le pourcentage de personnes qui sont pauvres (incidence – H) fois l'intensité moyenne des privations parmi les pauvres (intensité – A) ; voir Alkire et Foster (2011a).

Source : S. Alkire, J.M. Roche et A. Sumner (2013), « Where do the Multidimensionally Poor Live ? », *OPHI Working Paper*, n° 61, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford, Oxford.

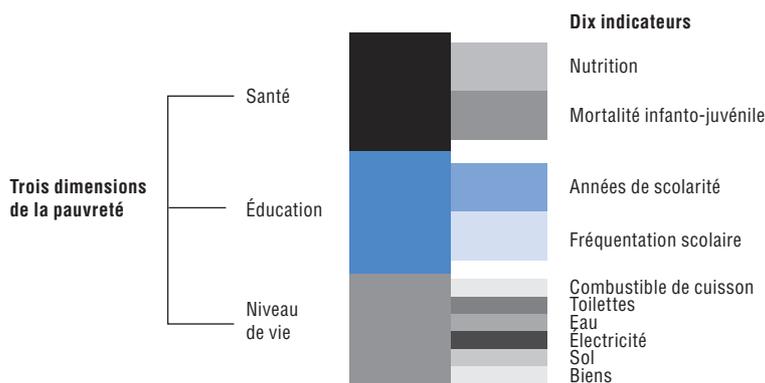
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932909979>

submergé par un torrent d'informations ? Je propose de suivre une approche en trois volets, en utilisant des données et des mesures inédites :

1. Ajouter un nouvel indicateur mondial de la pauvreté multidimensionnelle aux nouveaux objectifs qui remplaceront les OMD lorsque ceux-ci parviendront à échéance en 2015.
2. Organiser une enquête portant sur des objectifs mondiaux clés.
3. Établir des indicateurs nationaux de la pauvreté multidimensionnelle parallèlement à l'indicateur mondial de la pauvreté multidimensionnelle.

Un indicateur mondial de la pauvreté multidimensionnelle existe déjà

Il existe déjà un indicateur pour mesurer de nombreux types de pauvreté. Connue sous le nom d'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), cette mesure comparable au niveau international mise au point par l'OPHI et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est fondée sur dix indicateurs concernant l'éducation, la santé et le niveau de vie (graphique 3.2). Une personne est considérée comme « pauvre d'un point de vue multidimensionnel » si elle est considérée comme étant défavorisée pour un tiers des indicateurs pondérés. Depuis 2010, l'IPM est publié tous les ans par le PNUD dans son *Rapport sur le développement humain*.

Graphique 3.2. **Que comprend l'Indice de pauvreté multidimensionnelle ?**

Source : S. Alkire et M-E Santos (2010), « Acute Multidimensional Poverty: A New Index for Developing Countries », OPHI Working Paper, n° 38, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford, Oxford.

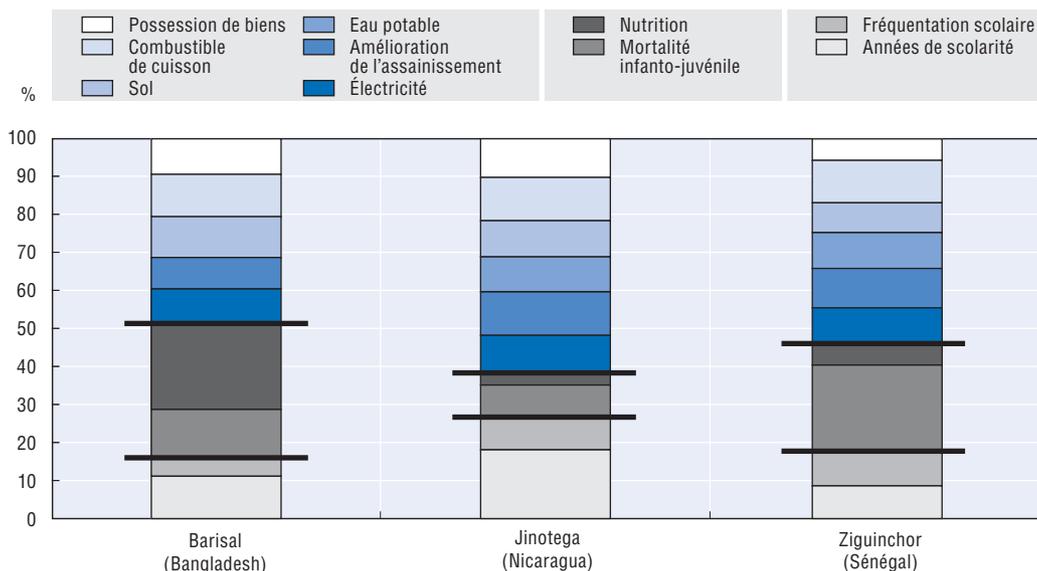
Dans la perspective de la définition du nouveau cadre qui sera élaboré pour remplacer les OMD lorsqu'ils arriveront à échéance en 2015⁴, le Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement de l'après-2015 envisage déjà, dans un rapport récent, de définir de nombreux objectifs et sous-objectifs au niveau mondial et au niveau des pays, chacun d'eux s'accompagnant d'un ensemble d'indicateurs (chapitre 11 et GPHN, 2013). L'ajout dans le cadre d'un IPM phare (que nous appellerons ici l'IPM 2.0) pourrait permettre de disposer d'une mesure globale lisible et intuitive des progrès accomplis au regard des objectifs fixés pour l'après-2015, venant compléter plutôt que remplacer une mesure de la pauvreté monétaire (Alkire et Sumner, 2013).

Environ 1.65 milliard de personnes dans les 104 pays couverts par l'IPM mondial 2013 vivent dans une situation de pauvreté multidimensionnelle : grande pauvreté en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie ; ce chiffre dépasse le nombre de personnes vivant avec moins de 1.25 USD par jour dans ces pays

L'IPM 2.0 serait assorti de critères, d'indicateurs et de seuils en rapport avec les objectifs convenus dans le cadre de développement post-2015. Le processus de sélection des indicateurs et des seuils devrait être participatif, et les décisions devraient être prises en tenant compte des avis exprimés par les populations démunies et marginalisées. La publication d'IPM par pays parallèlement à un IPM 2.0 mondial (voir ci-après) permettrait en outre d'établir des comparaisons entre les pays – et d'alimenter ainsi l'apprentissage mutuel et les échanges entre pays – et d'assurer un suivi à l'échelle mondiale, d'une manière assez comparable à ce qui se fait actuellement avec les mesures de la pauvreté monétaire.

L'IPM 2.0 compléterait les indicateurs indépendants les uns des autres et apporterait une valeur ajoutée en proposant une synthèse des informations utiles aux pouvoirs publics, en mettant en évidence l'évolution des enchaînements de privations se recoupant partiellement et en facilitant le ciblage des efforts sur l'élimination de la pauvreté multidimensionnelle, plus indiqué qu'un ciblage de la pauvreté monétaire. Si l'on se fie à des mesures de la pauvreté monétaire par exemple, on sait identifier les pauvres et on sait qu'ils sont pauvres par manque de revenu, alors qu'un IPM permet non seulement de repérer qui sont les pauvres, mais aussi de savoir en quoi ils sont pauvres, c'est-à-dire d'appréhender l'ensemble des préjudices associés à leur situation de pauvreté (graphique 3.3).

Graphique 3.3. **Profils de pauvreté : un IPM similaire pour des configurations différentes**



Source : S. Alkire, J.M. Roche et A. Sumner (2013), « Where do the Multidimensionally Poor Live ? », *OPHI Working Paper*, n° 61, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford, Oxford.

L'intérêt d'un IPM 2.0 mondial réside principalement dans le fait qu'il constitue un indicateur phare simple à utiliser, associé à un ensemble de cartes et de graphiques instructifs faisant ressortir les inégalités au sein d'un pays. Un tel indice fournirait en outre un état des lieux rigoureux et détaillé de la configuration de la pauvreté multidimensionnelle, notamment des niveaux, des volumes et des variations pour chacune de ses dimensions (Alkire et Sumner, 2013).

Nous avons besoin d'un instrument d'enquête rapide, puissant et fondé sur la participation

L'étape suivante consisterait à élaborer un instrument d'enquête autorisant les comparaisons au niveau international pour mesurer les progrès accomplis au regard des objectifs fixés à l'échelle mondiale. Cet instrument devrait être synthétique, complet et sélectif – 45 à 60 minutes devraient suffire pour remplir le questionnaire. L'échantillon interrogé devrait être représentatif des principaux groupes sociaux ou régions dans lesquels la pauvreté multidimensionnelle doit être évaluée. Le module central proposé ne couvrirait pas la totalité des objectifs de l'après-2015 et ce, pour plusieurs raisons : certains indicateurs exigent parfois des enquêtes spécialisées ; d'autres n'ont pas besoin d'être actualisés aussi souvent ; certains indicateurs peuvent être établis à partir de données fournies par la communauté, de données administratives ou de données tirées de recensements ; et, pour certains indicateurs complexes (par exemple, des informations détaillées sur la consommation et les dépenses), il faut parfois plus d'une heure pour répondre à l'enquête. En dehors de cette enquête de base de portée mondiale, les pays qui le souhaitent pourraient élaborer et joindre une série de questions (exigeant un temps de réponse de 30 à 45 minutes supplémentaires) en rapport avec les priorités nationales et le contexte prévalant dans les domaines de la culture, du climat et du développement. Les modules nationaux pourraient intégrer des contributions, établies selon un processus participatif, sur les caractéristiques et priorités des populations pauvres des pays concernés.

Plusieurs raisons justifient la nécessité de veiller à la relative brièveté et à la rigueur d'une enquête de base. La plus importante tient à sa périodicité : l'enquête doit en effet être menée sur le terrain tous les deux ou trois ans afin d'actualiser régulièrement les indicateurs clés, et une enquête trop longue ou trop complexe deviendrait handicapante. En outre, tous les indicateurs n'ayant pas la même pertinence selon les contextes nationaux, le module principal devra être constitué d'une sélection d'indicateurs largement transposables, offrant aux pays la possibilité de les adapter.

L'enquête pourrait être menée à l'aide de divers dispositifs institutionnels en fonction du contexte. Certaines administrations apprécieront peut-être qu'elle soit conduite par une institution extérieure afin de garantir la qualité et la fréquence de la collecte des données ; d'autres préféreront peut-être produire leurs propres données parce qu'elles auront déjà investi dans des capacités statistiques ou souhaiteront le faire.

Une telle enquête est-elle faisable ? L'IPM mondial actuellement utilisé par le PNUD repose sur moins de 40 questions sur les 625 que compte en moyenne une enquête démographique et de santé (DHS). Une fois les données nettoyées, il faut moins de deux semaines à une équipe formée pour préparer, recouper et valider un IPM prédéfini et les analyses qui y sont associées. Un IPM 2.0 solide pourrait ainsi être élaboré à partir de nouvelles données fondées sur les principaux objectifs de l'après-2015. À l'évidence, la conception d'un IPM 2.0 mondial et des outils de programmation y afférents, et la formation de personnels au calcul de cet indice, entraîneraient un coût initial, mais les coûts ultérieurs seraient nettement plus faibles.

L'indice mondial pourrait être complété par des indices nationaux et régionaux

Si, comme nous l'avons vu, la mesure de 1.25 USD par jour en vigueur au niveau mondial est utilisée par de nombreux pays à des fins de politique nationale (chapitres 1 et 2), un IPM 2.0 mondial pourrait ne prendre en compte que quelques-uns des objectifs et priorités retenus par les pays.

Vingt-deux pays mettent actuellement au point leurs propres mesures nationales de la pauvreté multidimensionnelle

De plus en plus, les administrations nationales élaborent des indices « officiels » de la pauvreté multidimensionnelle incluant ou accompagnant les mesures de la pauvreté monétaire qui pourraient en outre compléter un IPM 2.0 mondial. Les gouvernements bhoutanais, colombien et mexicain (chapitre 5, solution n° 1) ont tous adopté des indices nationaux officiels de la pauvreté multidimensionnelle (IPM nationaux), dont les composantes, indicateurs, seuils et coefficients de pondération sont adaptés au contexte spécifique dans lequel s'inscrit leur politique nationale. D'autres mesures sont utilisées au niveau infranational, par exemple dans l'État du Minas Gerais au Brésil. Divers IPM nationaux et infranationaux sont actuellement en cours d'élaboration, notamment au Salvador, et bien d'autres pays envisagent de les utiliser au niveau national (dont l'Irak et la Malaisie). En juin 2013 a ainsi été lancé un réseau d'homologues issus de 22 pays et associations régionales, qui envisagent de mettre au point des mesures nationales de la pauvreté multidimensionnelle ou s'y emploient déjà activement. Un soutien international prenant la forme de formations techniques pourrait grandement contribuer à l'élaboration d'IPM nationaux, tout comme la mise en commun des enseignements de l'expérience acquise par les pays.

Il arrive que, dans un pays donné, l'observation de faibles niveaux de privation pour un grand nombre d'indicateurs ne soit pas un phénomène répandu parmi les habitants qui ne sont pas pauvres, mais au contraire un phénomène circonscrit à un petit groupe de population, comme les Roms en Europe orientale ou une communauté géographiquement isolée. Les indicateurs nationaux ne permettent pas d'établir de distinction entre ces deux situations alors qu'une mesure de l'IPM le permet très facilement. Eu égard à la disparité des inégalités que l'on constate désormais, l'analyse devrait porter non seulement sur des agrégats nationaux, mais aussi sur des agrégats ventilés par région et par groupe de population. Il s'agirait notamment d'examiner les résultats à des moments précis, de même que l'évolution des tendances au fil du temps.

Conclusions

Mettre fin à la pauvreté mesurée par l'IPM est un objectif très raisonnable, peut-être même plus raisonnable que d'obtenir un tableau d'indicateurs tous égaux à zéro. Pourquoi ? Pour ce qui est « d'éliminer » les indicateurs de la pauvreté multidimensionnelle un par un, l'objectif pose en réalité quelques problèmes. Un militant peut de son plein gré vivre avec « moins de 1.25 USD par jour » pendant la période de référence de l'enquête (en général, 7 ou 30 jours) par solidarité avec d'autres, sans pour autant être en mal de consommation. Un millionnaire autodidacte peut n'être jamais allé à l'école. La tragédie d'un accident de la route ayant causé le décès d'un enfant peut ne pas être associée à la pauvreté. De même, une communauté autochtone ou vivant de l'agriculture biologique peut ne pas avoir posé, ou ne pas vouloir poser, de revêtement sur le sol de son habitation pour des raisons culturelles ou à cause du climat. Dans ces conditions, des privations peuvent être constatées même dans des sociétés qui estiment, à juste titre, qu'elles ont réussi à éliminer les principales caractéristiques de la pauvreté multidimensionnelle. Les privations non liées à la pauvreté apparaissent soit du fait de circonstances tragiques ou d'erreurs de mesure, soit parce que les indicateurs comparables sur le plan international ne peuvent jamais rendre pleinement compte de la complexité des données culturelles et du contexte. En revanche, un IPM nul signifie qu'aucun individu n'est confronté à une masse critique de privations, ce qui laisse de la marge pour quelques écarts au niveau des indicateurs relatifs à la culture, au climat et aux valeurs personnelles.

En raison de l'absence de corrélation entre la croissance et les progrès dans des domaines tels que la nutrition, la mortalité infanto-juvénile, l'éducation ou l'emploi, l'OCDE met de plus en plus l'accent, entre autres choses, sur la croissance inclusive⁵. Seuls certains types de croissance nous conduiront à une élimination de la pauvreté, au sens le plus complet du terme. Ce qu'il faut, c'est une croissance créatrice d'emplois (chapitre 4), alliée à des politiques sociales d'accompagnement (chapitre 6), à des systèmes de protection juridique et au déploiement d'activités conduites par la société civile, les ONG et le secteur privé (Drèze et Sen, 2011 ; 2013).

En conclusion, éliminer la pauvreté monétaire, dont le seuil est fixé à 1.25 USD par jour, marquerait, comme beaucoup l'ont affirmé, une avancée dans la bonne direction, mais pas une victoire définitive, alors qu'avoir éliminé la pauvreté mesurée par un IPM 2.0 mondial signifierait que nous serions incontestablement venus à bout d'un nombre important de privations. Si l'IPM mondial actuel était ramené à zéro dans un pays donné, on pourrait en déduire qu'aucun individu dans ce pays ne serait considéré en situation de privation en référence à plus d'un tiers des indicateurs pondérés à un moment donné. Cette situation s'est déjà produite : la Slovénie et la République slovaque ont en effet réussi à atteindre une

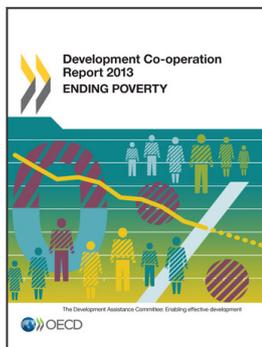
pauvreté nulle selon l'IPM mondial (Alkire et Santos, 2010) même si certains individus dans ces pays subissaient telle ou telle privation. Il serait assurément bien plus judicieux d'évaluer l'élimination de la pauvreté en référence à un IPM 2.0 mondial que d'examiner les indicateurs un par un, et une telle évolution représenterait une étape décisive, digne d'être appréciée à sa juste valeur.

Notes

1. Je remercie John Hammock, Hildegard Lingnau et Suman Seth pour leurs commentaires sur ce chapitre.
2. Cela apparaît aussi dans l'idée largement répandue selon laquelle le bien-être est également multidimensionnel et qu'il faut, pour le mesurer, recourir à des méthodes permettant d'appréhender de manière globale cette notion dans toute sa profondeur et dans toutes ses dimensions. À titre d'exemple, se reporter au site de l'Initiative Vivre mieux de l'OCDE, consultable à l'adresse suivante : www.oecdbetterlifeindex.org/fr.
3. L'étude s'appelle « Dynamic Comparison Between Multidimensional Poverty and Monetary Poverty » (Comparaison dynamique entre la pauvreté multidimensionnelle et la pauvreté monétaire). Voir www.ophi.org.uk/workshop-on-monetary-and-multidimensional-poverty-measures.
4. Appelé Cadre de développement de l'après-2015.
5. Dans le cadre de l'Initiative de l'OCDE sur la croissance inclusive, un atelier a été récemment organisé afin de préciser les domaines dans lesquels se dégage actuellement un consensus et de donner des éclaircissements sur la plupart des questions essentielles (voir www.oecd.org/fr/sites/inclusivegrowth/workshop.htm). La Banque asiatique de développement et les gouvernements de nombreux pays ont également réaffirmé leur volonté de mettre l'accent sur la croissance inclusive (voir www.adb.org/themes/poverty/topics/inclusive-growth).

Références

- Alkire, S. et S. Seth (2013), « Multidimensional Poverty Reduction in India Between 1999 and 2006: Where and How? » *Ophi Working Paper*, n° 60, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford, Oxford.
- Alkire, S. et A. Sumner (2013), « Multidimensional Poverty and the Post-2015 MDGs », *Ophi Policy Briefing*, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford, Oxford.
- Alkire, S. et J. Foster (2011a), « Counting and Multidimensional Poverty Measurement », *Journal of Public Economics*, vol. 95, n° 7-8, pp. 476-487.
- Alkire, S. et J. Foster (2011b), « Understandings and Misunderstandings of Multidimensional Poverty Measurement », *Journal of Economic Inequality*, vol. 9, n° 2, pp. 289-314.
- Alkire, S. et M.E. Santos (2010), « Acute Multidimensional Poverty: A New Index for Developing Countries », *Ophi Working Paper*, n° 38, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford, Oxford.
- Banque mondiale (2012), *PovcalNet: The On-Line Tool for Poverty Measurement Developed by the Development Research Group of the World Bank*, Banque mondiale, Washington, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/index.htm>.
- Bourguignon, F. et al. (2008). *Millennium Development Goals at Midpoint: Where Do We Stand and Where Do We Need To Go?*, Rapport européen sur le développement, Commission européenne, Bruxelles.
- Drèze, J. et A.K. Sen (2011), « Putting Growth in Its Place », *Outlook*, novembre 2011, www.outlookindia.com/article.aspx?278843 (consulté le 11 janvier 2013).
- GPHN (Groupe de personnalités de haut niveau) (2013), *Pour un nouveau partenariat mondial : Vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable*, www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/07/post-2015-HLP-report-French.pdf.
- Nolan, B. et I. Marx (2009), « Economic Inequality, Poverty and Social Exclusion », dans W. Salverda, B. Nolan et T.M. Smeeding (dir. pub.), *Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press, Oxford.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenu se creusent*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>.
- Whelan, C.T., R. Layte et B. Maître (2004), « Understanding the Mismatch Between Income Poverty and Deprivation: A Dynamic Comparative Analysis », *European Sociological Review*, vol. 20, n° 4, pp. 287-302.



Extrait de :
Development Co-operation Report 2013
Ending Poverty

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/dcr-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Alkire, Sabina (2013), « Comment mesurer les multiples dimensions de la pauvreté ? », dans OCDE, *Development Co-operation Report 2013 : Ending Poverty*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dcr-2013-7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.